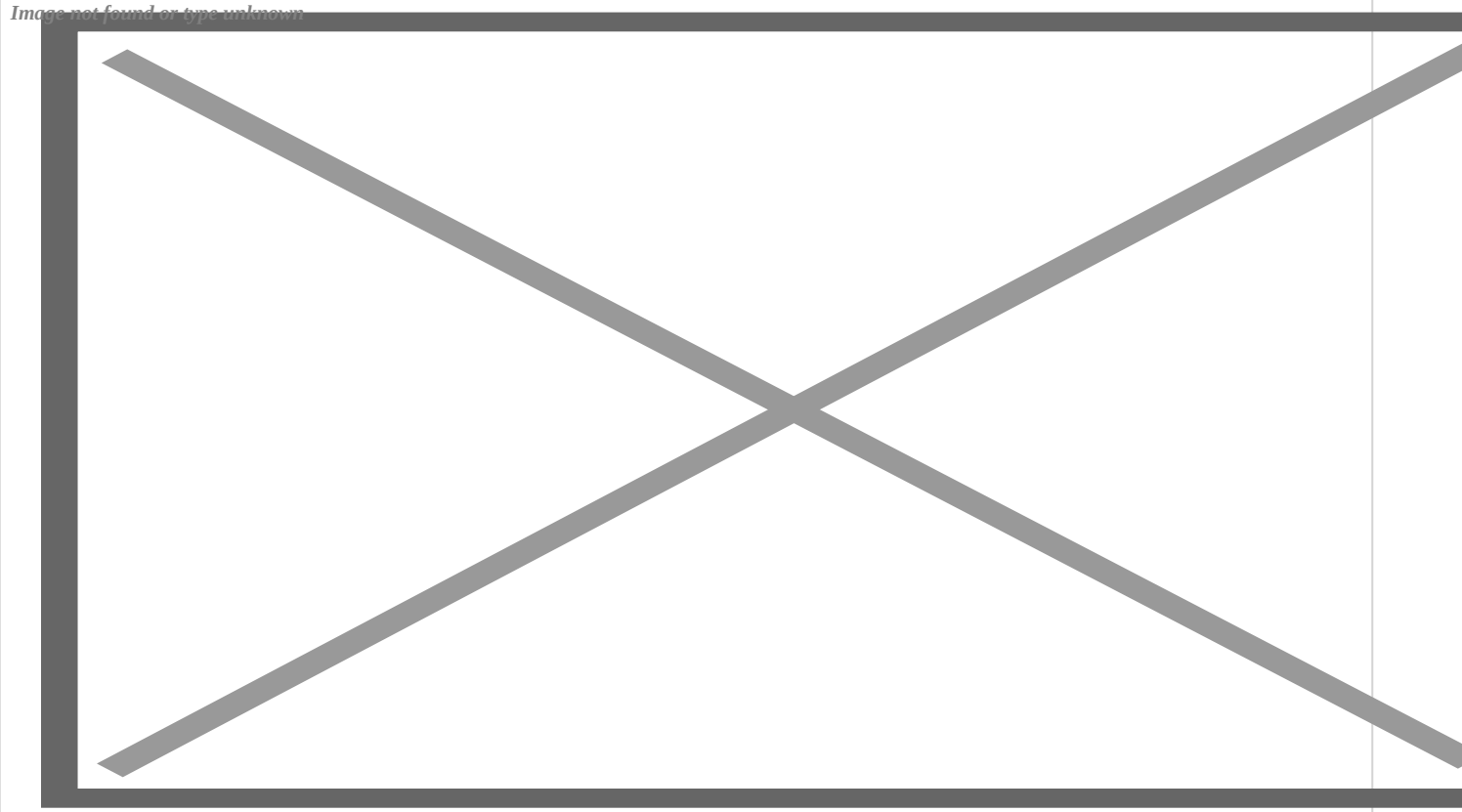
La violence en Équateur exige une réponse globale



Par María Josefina Arce

Ces derniers jours, les Nations Unies ont de nouveau exprimé leur inquiétude face à la violence qui s'est emparée de l'Équateur. L'organisme international a mis le doigt sur la plaie en mentionnant les facteurs qui ont conduit à des niveaux élevés d'insécurité et de criminalité dans la nation andine, y compris l'assassinat de huit politiciens au cours de l'année écoulée.

La pauvreté, le manque d'opportunités d'emploi et le manque d'accès à l'éducation, qui est de mauvaise qualité, sont les causes de cette situation, selon le rapporteur des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, Olivier De Schutter, à l'issue d'une visite de deux semaines sur le territoire équatorien.

La situation économique et sociale de l'Équateur a commencé à se détériorer avec l'arrivée de Lenin Moreno à la présidence en 2017, qui a réintroduit un modèle néolibéral générateur d'inégalités dans le pays.

À cela s'ajoute le retour du FMI, le Fonds monétaire international, avec ses politiques d'ajustement critiquées, avec lequel la nation avait rompu sous le mandat de l'ancien président Rafael Correa.

Dans le cadre de l'accord avec le FMI, afin de réduire le déficit fiscal, les budgets successifs de l'État ont réduit les dépenses publiques, ce qui a entraîné une détérioration des conditions de vie des citoyens.

Le président actuel, Guillermo Lasso, a suivi les traces de son prédécesseur au Palais Carondelet. Sa stratégie de lutte contre la violence a consisté à envoyer davantage de policiers et de militaires dans les rues, sans s'attaquer aux causes réelles.

La réponse à ce problème doit être globale et nécessiter des investissements en faveur des citoyens, dans des domaines importants tels que la santé, l'éducation et la protection sociale.

Actuellement, en Équateur, le taux de pauvreté multidimensionnelle dans les zones urbaines est de 23 %, alors qu'il atteint 70 % dans les zones rurales.

Le travail informel est également en augmentation. Environ 53 % des Équatoriens se trouvent dans cette situation, sans garanties légales en matière de salaires, de congés, de congés de maladie, entre autres protections.

L'éducation ouvre de multiples possibilités dans la vie, mais tout le monde n'y a pas accès, et les experts soulignent la faible qualité du système éducatif dans la nation andine.

Tous ces facteurs sont exploités par les groupes criminels pour recruter des jeunes qui, dans de nombreux cas, y voient une possibilité d'aider leur famille.

La violence en Équateur exige donc une réponse qui prenne également en compte l'offre d'alternatives, en fournissant un accès aux services de base qui rendent possible un avenir meilleur pour tous les Équatoriens.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/333898-la-violence-en-equateur-exige-une-reponse-globale

Radio Habana Cuba